

Unité départementale Anjou Maine
Pôle Économie Circulaire

Saint Barthélemy d'Ajou, le 11 février 2022
10/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALOR 3E

La Boiverie
Bourgneuf en Mauges
49620 MAUGES SUR LOIRE

Références : EC-2022-71-INSP-VALOR 3E-Mauges-en-Loire-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement VALOR 3E implanté La Boiverie Bourgneuf en Mauges 49620 MAUGES SUR LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Elle fait l'objet d'une surveillance triennale, la dernière visite ayant eu lieu le 14 octobre 2019. L'installation est réglementée par l'arrêté d'autorisation du 22 décembre 2016 (DIDD-2016-n° 576) qui fixe les conditions de son exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR 3E
- La Boiverie Bourgneuf en Mauges 49620 MAUGES SUR LOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006301329
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non
- IED

Le Syndicat Mixte VALOR 3E, qui représente plus de 330 000 habitants répartis en Maine-et-Loire (Mauges, Choletais et Vihersois) et en Loire-Atlantique (Vignoble Nantais), exerce une mission de service public attachée à la gestion et à l'élimination des 42 000 t de déchets produits par les territoires adhérents. Près de 20 000 t/an d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) sont directement traitées par les installations de VALOR 3E qui dispose à cet effet d'une unité de Tri-Mécano-Biologique (TMB) associée à une station de compostage couverte qui transforme les matières fermentescibles en composts normés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôles réglementaires (rejets, foudre, radioactivité, bruit)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'écrire à la préfecture de Maine-et-Loire sous 3 mois pour lui indiquer sa situation administrative.

Les rubriques concernées par l'activité du site sont ainsi classées :

- 2780-3 : autorisation

Le site traite 20 000 tonnes par an d'OMr. Le critère de classement de cette rubrique doit être apprécié en capacité de traitement quotidienne de l'installation, non lissée sur une moyenne annuelle de traitement effectué.

- 3532 : autorisation

L'exploitant doit définir la capacité journalière maximale pouvant entrer dans le poste de traitement.

- 2791-1 : autorisation

L'exploitant doit justifier s'il est concerné par cette rubrique.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre **sous 3 mois** une analyse justifiant de la teneur élevée en MES en amont de l'ICPE (validation du sens d'écoulement, localisation vis-à-vis de l'ISDND, historique de la mesure, etc...).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.7	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle des émissions dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 3.6	/	
Gestion des eaux Industrielles	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.2.4	/	
Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.3	/	
Rendement de compostage	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 5.2.4	/	
Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 6.2.1	/	
Niveau limite de bruit	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 6.2.2	/	
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.4.8	/	
Portique de détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.6	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite périodique s'est essentiellement attachée à vérifier la réalisation effective des contrôles prescrits par le règlement du site, de leur conformité et de l'exécution des éventuelles mesures correctives attendues.

Aucune non-conformité n'a été relevée au cours de la visite. Seulement quelques remarques appellent à améliorer la traçabilité des suites réservées aux rapports des bureaux de contrôles. Ces constats, ayant été faits par sondage, ne valident pas le respect de l'intégralité du règlement applicables à l'établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle des émissions dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant procède : > pour les émissions à l'atmosphère, à un contrôle annuel des rejets canalisés portant sur l'ensemble des paramètres et des caractéristiques prescrits ; > pour les nuisances olfactives, à un contrôle annuel du rendement des installations de traitement par une mesure effective du débit d'odeurs amont et aval de l'équipement. La concentration d'odeurs en sortie des bio-filtres garantit chez les tiers une concentration inférieure à la valeur de 5 uoE/m ³ . En cas d'atteinte de la concentration d'odeurs de 5 uoE/m ³ en limite de propriété, correspondant à une concentration de près de 3 000 uoE/m ³ à la cheminée, l'exploitant met en place un suivi renforcé de ses émissions. En particulier, il détermine un indice de gêne olfactif des riverains, contrôle les indicateurs d'efficacité des installations et en assure leur suivi jusqu'au retour à la valeur inférieure au seuil précité.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport IRH de la campagne du 18/01/2021. Les résultats respectent la réglementation par rapport aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral de 2016. Le rapport atteste d'une concentration d'odeur rejetée vers l'atmosphère de 920 U.O.E/m ³ , garantissant ainsi que la concentration d'odeur de 5 uoE/m ³ en limite de propriété ne soit pas dépassée. La prochaine campagne de mesure est programmée début février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux Industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Prescription contrôlée : L'exploitant ne procède à aucun rejet direct d'effluent industriel même traité dans le milieu naturel. Les eaux décantation purgé par pompage au moins une fois par mois avant d'être stockées temporairement dans une cuve étanche de 64 m ³ . Ces effluents sont recyclés dans le tambour de pré-fermentation et l'arrosage des matières fermentescibles présentes dans les postes de fermentation sauf si leurs caractéristiques nuisent à la qualité des composts produits. Les excédents industriels non recyclés ou les effluents dont l'évolution des caractéristiques est susceptible de dégrader la qualité du compost produit, en particulier en raison de l'augmentation de leurs teneurs en Eléments Traces métalliques (ETM), peuvent être envoyés dans la station d'épuration spécialisée dans le traitement des lixiviats de l'ISDND voisine dédiée aux indésirables collectés dans les OMR. Dans ce cas, les effluents liquides sont déversés par bâchées (transport par citernes) dans le bassin des lixiviats bruts de la STEP ISDND sous couvert d'une autorisation accordée par le gestionnaire des ouvrages. Chaque citerne est contrôlée et les caractéristiques des effluents sont enregistrées (date, volume, caractéristiques mesurées...). Ce raccordement n'est autorisé que si le rendement épuratoire minimum de la station permet d'atteindre les seuils d'acceptabilité du rejet par le milieu naturel, en concentration comme en flux, que l'établissement aurait dû respecter s'il avait traité lui-même ses effluents. En outre, la somme des rejets (ISDND et TMB) doit être compatible avec la capacité hydraulique du milieu. Pour rendre compte de ces objectifs, l'exploitant tient à jour les éléments techniques qui démontrent la compatibilité des effluents bruts avec les techniques épuratoires de la STEP ISDND (données techniques, performances, moyens et conditions des contrôles...) et l'acceptabilité des rejets traités par le milieu naturel (respect des objectifs de qualité du milieu, résultats de surveillance, respect des documents d'orientation et de gestion du territoire). Les jus de composts non recyclés et non traitables par la station d'épuration sont stockés dans une cuve dédiée et envoyés pour élimination dans une filière autorisée. Ces expéditions font l'objet d'un suivi indépendant.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats de la campagne du 21/10/2021 réalisée par IANESCO. L'ensemble des eaux de process sont dirigées vers une STEP dûment autorisée (SARL de l'Avresne AP DIDD-2016 n°63 du 22/08/2016 et Transeli AP 39997 du 06/12/2011). L'exploitant expédie en moyenne 1200 m ³ /an d'eau de process vers une STEP.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les conditions de restitution des eaux pluviales respectent les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 5,5 < pH < 8,5- modification de la coloration < 100 mg/Pt/l- MES < 30 mg/l- DCO < 125 mg/l- HT < 5 mg/l
Constats : L'exploitant a transmis les résultats de la campagne du 18/11/2021 (rapport IANESCO du 07/12/2021). Les résultats sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral de 2016.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'au moins 2 points de contrôle des eaux souterraines placés en aval et en amont du sens d'écoulement des zones potentielles de transmission de polluants vers la nappe (autant que possible, de part et d'autre de la fosse de réception des déchets). L'exutoire des eaux de drainage de la nappe peut constituer l'un de points. La surveillance des eaux souterraines annuelle sur les paramètres DCO, DBOS, MES, conductivité et hydrocarbures totaux (HCT).
Constats : L'exploitant a transmis les derniers résultats d'analyses de suivi de la qualité des eaux souterraines sur les piézomètres Pz4 (amont) et Pz5 (aval). Les résultats affichés sont : PZ4 MES : 2700 mg/l Pz5 MES : 19 mg/l L'inspection des installations classées invite l'exploitant à approfondir son analyse de l'impact de son activité sur la qualité des eaux souterraines, en validant le sens d'écoulement de la nappe notamment. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre une analyse <u>sous 3 mois</u> justifiant de la teneur élevée en MES en amont de l'ICPE (validation du sens d'écoulement, localisation vis-à-vis de l'ISDND, historique de la mesure, etc...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rendement de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Compost
Prescription contrôlée : Le rendement de compostage est suivi. En cas de décalage par rapport aux valeurs usuelles rencontrées ou annoncées à la construction du TMB, l'exploitant dispose d'au moins un indicateur pertinent, par exemple l'évolution du taux de MO (Matières Organiques) collectées dans les déchets et d'un tableau de bord des actions engagées (gestion des déchets collectés...) qui justifient les différences constatées. Ces éléments sont présentés en CSS.
Constats : Le rendement de compostage est suivi : le taux de refus est de 62 % en 2021. Les refus sont orientés vers l'ISDND de la société Bouyer Leroux à La Séguinière (49). La production de compost représente 15 % du tonnage d'OMr entrant, soit 3000 t/an. L'inspection propose que le rendement de compostage soit utilement reporté dans le bilan annuel d'activité. L'exploitant comparera ce rendement aux rendements ou usuels ou à la donnée constructeur du TMB.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes : - inférieur ou égal à 45 dB(A) : < 6 dB(A) de 7h à 22h - < 4 dB(A) de 22h à 7h - supérieur à 45 dB(A) : < 5 dB(A) de 7h à 22h - < 3 dB(A) de 22h à 7h
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de la campagne du 19/01/2021 de Socotec. Le rapport fait apparaître une émergence de 11,5 dB(A) au point ZER5 pour une valeur seuil de 5 dB(A). Le rapport conclut que ce dépassement est probablement dû au fonctionnement d'un moteur sur la ferme voisine. L'exploitant ne reçoit pas de plainte pour nuisance sonores, et la dernière mesure de mars 2017 indiquait une émergence de 5 dB(A) en ce même point. Un point de vigilance devra être apporté sur cette mesure lors de la campagne de 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Niveau limite de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs en limite de propriété
Prescription contrôlée : Les niveaux sonores n'excèdent pas les valeurs suivantes : Tout point en limite de propriété : < 70 dB(A) de 7h à 22h - < 60 dB(A) de 22h à 7h
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de la campagne du 19/01/2021 de Socotec. Les résultats sont conformes aux valeurs seuils de l'arrêté préfectoral en limite de propriété.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : Les protections font l'objet d'une vérification complète dans les 6 mois qui suivent leur mise en service, par un organisme tiers de l'installateur, puis tous les 2 ans. Un contrôle visuel est réalisé tous les ans. Les impacts de foudre enregistrés donnent lieu à une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai maximum d'1 mois. La remise en état éventuelle est réalisée dans le mois qui suit.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport Socotec du 28/10/2021 attestant de la vérification visuelle des dispositifs de protection. L'exploitant a présenté le rapport Socotec du 19/5/2021 concernant la vérification complète, attestant de la conformité des installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Portique de détection de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
Prescription contrôlée : L'appareil de mesure est étalonné selon une périodicité annuelle par personne compétente. L'exploitant dispose d'une procédure d'intervention en cas de détection de matières radioactives qui consiste à faire passer plusieurs fois le chargement incriminé afin d'éliminer les fausses alarmes, à rechercher l'origine du chargement, d'isoler temporairement le véhicule sur une aire étanche et balisée, maintenir cet isolement pendant une durée de 24 heures et faire repasser le chargement sous de portique de détection.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de la société @m2c daté du 06/01/2022 attestant de la conformité du portique de détection de la radioactivité.
Type de suites proposées : Sans suite